

PROPAGANDE

Nous voulons, par ce mot d'ordre, déterminer tous nos amis à une active propagande d'abonnement, en faveur de l'*Action française*.

Nos lecteurs nous écrivent volontiers leur contentement au sujet de la revue; ils en aiment l'inspiration générale, la franche doctrine, la tenue intellectuelle. Mais peuvent-ils et doivent-ils s'en tenir là? La puissance d'une revue n'est pas faite seulement de la valeur intellectuelle de sa rédaction, mais aussi de sa diffusion, du grand nombre d'esprits qu'elle alimente et qu'elle dirige.

Si nous avons fait notre devoir, que nos amis fassent maintenant le leur.

Qu'ils se souviennent des améliorations que nous leur promettons pour l'an prochain : une *Action française* à livraisons de 64 pages, une enquête du plus haut intérêt sur le problème économique, un service de chroniques de premier ordre. Qu'ils prennent note, en outre, que l'*Action française* est la seule de nos revues qui se soit donné pour programme spécial, la défense de la langue et des traditions du Canada français et que l'heure n'est point de celles où l'on puisse marchander son appui aux œuvres de défense catholique et française.

Que nos propagandistes se sentent à l'aise pour tendre la main au public. Chez nous la revue est restée une œuvre de dévouement, de pure charité intellectuelle, sans partage de dividendes entre les directeurs, sans un sou de rétribution aux collaborateurs.

Que tous ceux qui liront ce mot d'ordre tiennent donc à honneur de demander nos feuillets de propagande et nos carnets d'abonnement et qu'on fasse des étrennes généreuses à l'*Action française*.

LE PRÊTRE

S'il y a quelqu'un destiné, par sa vocation même, à servir son pays et les siens, c'est bien le disciple choisi, l'homme lige de Celui qui a promulgué sur la terre l'Évangile de la charité, et qui est descendu de son piédestal de gloire pour se faire le serviteur de tous.

Or, deux grands services s'imposent au sacerdoce catholique : le service de la vérité, et le service du dévouement.

I

La vérité est la reine du monde, l'inspiratrice des âmes, la conseillère des peuples. Elle préside à nos destinées spirituelles et temporelles, qu'elle éclaire de sa pure lumière. Du foyer où elle siège, ses rayons se projettent en faisceaux bienfaisants sur toutes les sphères de l'activité humaine.

L'Église ne vit, ne lutte, ne progresse que par elle, par cette clarté vive, conquérante, qui lui est propre, et qui dissipe tous les doutes, perce à jour tous les sophismes de l'hérésie et de l'incrédulité. L'État, de son côté, ne subsiste et ne grandit que par la vertu des principes d'ordre moral et de sagesse politique dont il s'alimente, et qui sont la loi souveraine de toute société.

Tout ce qui est solide tire sa force de la vérité. Tout ce qui est beau, noble et utile, lui doit sa raison d'être, lui emprunte ses conditions de vie. Elle a ses adversaires, des ennemis qui la combattent dans les idées et dans les faits. Elle a aussi ses champions, des amis de toute origine, de tout rang, et de toute valeur. Les lutteurs les plus

divers s'arment pour sa défense. Mais c'est au prêtre surtout qu'incombe la tâche d'en servir vaillamment les intérêts.

Le prêtre est le ministre du Verbe divin. En recevant l'onction sainte, il contracte avec la pensée de Dieu d'où émane tout ce qui est vrai, un pacte indissoluble. Il lui doit une éternelle fidélité. Fidélité dans l'exposition de la doctrine; fidélité dans le classement des opinions; fidélité dans l'apologie des enseignements de l'Église et de tout le patrimoine intellectuel de l'humanité.

Quelle sublime fonction ! « Votre vie et toute vie humaine ne saurait offrir au ciel et à la terre une autre et plus belle unité que d'avoir fidèlement, courageusement et humblement voulu se dévouer au triomphe de la vérité. »¹

Par la plume et par la parole, dans la chaire sacrée, du haut des tribunes de nos universités, de nos séminaires et de nos collèges, il importe donc que nos prêtres fassent une œuvre féconde, une œuvre supérieure d'enseignement. Sans lecture, sans étude, sans application sérieuse, les plus riches talents ne traceront dans l'esprit de leurs compatriotes, et dans l'histoire de leur pays, qu'un pâle sillon. Quel que soit le sujet que l'on traite, quelle que soit la science que l'on enseigne, il faut s'habituer à fouiller du regard tout l'horizon. Et s'il s'agit de sciences philosophiques et religieuses, le souci de l'exactitude, de l'excellence, de la supériorité, doit croître en proportion même de l'importance des vérités que l'on expose.

L'apostolat doctrinal tient la tête des grands devoirs du sacerdoce.

Et ce serait, sûrement, mal comprendre ce rôle, mal s'acquitter de cette fonction, que de sacrifier à l'éclat de la

¹ L. Veuillot, *Le Parfum de Rome*, l. V.

forme ce qui prime toute préoccupation littéraire et constitue la substance et la moëlle de la pensée. La culture, dans notre ère moderne et modernisante, est un flot très mêlé qui charrie toutes sortes de théories, et se gonfle de toutes sortes de passions. Nos prêtres se montreront à la hauteur de leur tâche en s'efforçant toujours d'exprimer dans une langue digne, formée d'après les modèles classiques et les meilleurs auteurs français, des notions justes, des thèses bien établies, des considérations utiles basées sur la foi, la raison et l'expérience.

Sentinelles vigilantes, c'est leur mission la plus haute de monter la garde, avec courage et avec clairvoyance, autour de la vérité, vérité dogmatique, vérité morale, vérité historique, vérité nationale.

Nous avons d'excellentes traditions religieuses, un système d'enseignement philosophique et théologique qui, sans être brillant, reflète les doctrines et les méthodes de Rome, et nous fournit des principes sûrs touchant les dogmes, l'Église, et la société. C'est notre droit et notre devoir d'apprécier, à la lumière de ces principes, tout ce que nous entendons et tout ce que nous lisons, avec l'indépendance de chrétiens qui ne relèvent que de la vérité et de leurs chefs ecclésiastiques.

La remarque n'est pas oiseuse.

M. Eugène Tavernier, dont on connaît la forte intelligence et le sens pondéré, écrivait récemment, sous ce titre pittoresque *Haut enseignement et basse morale*, un article courageux, montrant jusqu'à quel degré de scepticisme et de perversion la Sorbonne, depuis quarante ans surtout, est tombée. Un autre écrivain français, M. Vallery-Radot, vient de jeter ce cri désolé : « Le péril de l'intelligence domine toute la crise où nous étouffons ».

Ce péril est général. Une propagande active, servie

par la passion du lucre, lui ouvre toutes les frontières. Nous sommes inondés de livres, de revues, de brochures, de journaux, où les opinions les plus pernicieuses se donnent libre carrière. Que d'efforts n'a-t-on pas faits, et ne fait-on pas de façons diverses, pour introduire dans l'âme franco-canadienne le poison de l'indifférentisme religieux et de la neutralité scolaire ! Et avec quelle aveugle complaisance n'a-t-on pas naguère applaudi, sous prétexte d'union sacrée, des prôneurs de faux systèmes qui eussent dû être sifflés ! *Ne vous livrez pas inconsidérément à tout esprit.*¹ Parmi les œuvres et les idées que la librairie et la rhétorique nous présentent, nous devons faire un choix. Or, choisir ainsi, c'est juger; c'est faire acte d'une autonomie doctrinale nécessaire, laquelle doit s'exercer jusque dans la culture que nous importons, et dont, du reste, nous avons un si évident besoin.

Admirons donc tout ce qui mérite de l'être; tenons-nous en défiance contre tout ce qui est suspect; et sachons flétrir sans faiblesse, quoique avec charité pour les personnes, tout ce qui est mauvais. Voilà, croyons-nous, les nuances fondamentales d'un discernement qui n'a jamais été plus opportun que de nos jours où le snobisme intellectuel est si commun, et où le subjectivisme, l'originalité, la hardiesse, cachent, sous une langue savoureuse, tant de pièges.

Le prêtre, en se faisant l'interprète fidèle et le vaillant défenseur de la vérité religieuse, ne sert pas seulement la cause catholique. Il réalise, parmi nous, la première condition et le plus noble objectif de l'action française. Car nous ne pouvons être, nous ne serons jamais d'authentiques héritiers du nom et des gloires les plus pures de la France qu'en étant tout ensemble des fils sincères et dévoués de l'Église.

¹ 1 Jean, IV, 1.

Aussi entre-t-il dans le programme de nos prêtres d'étudier soigneusement pour eux-mêmes, et de bien faire connaître à tous ceux que leur parole atteint, les plus belles pages de l'histoire de la France chrétienne, de montrer ce que cette nation privilégiée a accompli pour Dieu, pour l'Église et la papauté, pour la religion, la civilisation, les âmes, et à quelles conditions la France contemporaine pourra continuer dans le monde sa haute mission. Il y a une manière d'enseigner l'histoire qui, au-dessus des faits et des dates, grave dans l'esprit d'inoubliables leçons de doctrine, de beauté morale, et de vraie grandeur.

L'enseignement historique peut être vivant, vibrant, enthousiaste même, sans cesser d'être impartial et véridique.

L'histoire du Canada, de quelque forme qu'on la revête et à quelques esprits que l'on s'adresse, mérite, tout particulièrement, ce culte de la conviction et de l'amour. Il y a de si belles choses dans notre passé, de si attachantes figures dans la galerie de nos ancêtres, de si glorieux événements dans la trame de notre vie nationale ! Tant de fortes raisons exigent qu'un patriotisme digne de ce nom anime de sa flamme nos traditions politiques, sociales et religieuses !

Il appartient non seulement à nos professeurs de collèges et d'universités, mais à nos écrivains, à nos orateurs, à nos prédicateurs, quels qu'ils soient, de stimuler et, au besoin, d'infuser dans l'âme des nôtres, par des évocations historiques appropriées, l'esprit canadien, de mettre en lumière notre vocation catholique et française, d'établir solidement nos droits et nos devoirs, de faire voir sur quelles bases repose partout l'ordre social, de faire aimer à notre peuple le Canada, son unique patrie, où l'union des âmes et des races, dans la justice et le respect mutuel, est capable d'opérer de si grandes choses.

Le souci de la vérité dans tous les domaines, notamment dans le domaine religieux et national, telle est, pour le prêtre, la première et la plus essentielle des fonctions par lesquelles il peut et doit servir la cause canadienne.

II

Cette cause requiert de lui autre chose : une action éclairée et soutenue, un dévouement sans bornes à tous les intérêts qui nous sont chers.

Innombrables sont ces intérêts.

Laissons de côté les actes obligés par lesquels l'ecclésiastique ou le religieux s'acquitte de ses devoirs envers Dieu et envers les âmes. Un prêtre qui exerce saintement son ministère, par la parole, par la prière, par l'exemple, par l'accomplissement des rites et l'administration des sacrements de l'Église, fait non seulement œuvre de religion, mais de civisme. Aucun citoyen n'est plus utile à ses nationaux que celui qui les rend bons, vertueux, consciencieux, et qui appelle sur leurs familles, et sur tout son pays, de très abondantes grâces.

Mais le zèle du prêtre patriote va plus loin. En marge de ses fonctions ordinaires, ou mieux par une extension juste et logique de ces fonctions mêmes, il s'intéresse spécialement à trois choses qui, chez nous, à l'heure actuelle, préoccupent de toute part, et à bon droit, l'opinion publique : l'instruction, les œuvres sociales, les droits de la langue.

* * *

L'œuvre accomplie par notre clergé dans la sphère de l'éducation est trop connue, elle a été trop souvent célébrée, pour qu'il soit besoin d'y insister. Ce que nous voulons

simplement marquer ici, c'est l'importance, la nécessité de continuer, pour le bien des nôtres, de si avantageuses traditions.

Les exigences du savoir s'étendent avec l'essor du pays. Il faut que des phares brillent sur toutes les routes, s'allument sur toutes les hauteurs. « La prospérité véritable d'une nation ne saurait se concevoir sans son développement moral et intellectuel. Lorsque les idées d'un peuple sont saines; lorsqu'elles descendent des intelligences cultivées, comme d'autant de sources fécondes, dans toutes les classes sociales; lorsque les institutions où se forme la jeunesse, ecclésiastique et laïque, qui sera la force de demain, sont en mesure de s'acquitter efficacement de leur tâche, on peut prévoir aisément que l'ordre, la paix, l'activité, l'aisance même, règneront ».¹

Peu de prêtres disposent de revenus assez considérables pour faire, dans les maisons enseignantes, en faveur des enfants pauvres, d'opulentes fondations. Tous cependant sont capables d'étudier les enfants confiés à leur garde, de rechercher en eux les germes d'une vocation latente, d'orienter vers une carrière utile le jeune homme que ses aptitudes semblent y destiner. Tous peuvent s'imposer quelques sacrifices pour favoriser, dans leur paroisse, l'érection d'un couvent, d'un collège, d'une de ces écoles spéciales que réclament justement nos milieux industriels et agricoles.² Tous peuvent offrir à nos grands foyers d'enseignement catholique et français l'obole obscure qui, en se multipliant, joue le rôle des pierres cimentées dont se compose l'édifice. Tous peuvent prendre part, selon leur

¹ *Mandement* des Évêques de la Prov. eccl. de Québec (17 mars 1920).

² Voir, à ce sujet, l'excellent projet d'Académies agricoles dont parle Mgr F.-X. Ross dans le *Devoir* du 18 oct. 1920.

situation, et dans la mesure de leurs ressources, aux mouvements généreux que la libéralité publique organise, à certaines dates ou en certains anniversaires, dans l'intérêt de l'instruction chrétienne.

Des faits récents, hâtons-nous de l'ajouter, des statistiques éloquentes démontrent qu'en effet le clergé ne reste jamais sourd à de pareils appels, qu'il sait se dévouer au progrès de l'éducation sans compter ses peines, sans ménager sa parole, sans épargner sa bourse.

* * *

Parmi les œuvres qui sollicitent son effort et méritent particulièrement son concours, il en est une qui résume toutes les autres, parce qu'elle contribue à les soutenir toutes : la presse catholique.

Nous devons à nos prêtres ce témoignage qu'ils n'ont pas été lents, pour la plupart du moins, à comprendre tout le bien que peut faire, au double point de vue religieux et civil, un journal indépendant des partis et des coteries, et résolu de placer au-dessus des intérêts politiques la cause catholique et l'intérêt national. Si nos journaux dont c'est là le programme, ont pu se fonder et se maintenir, c'est, dans une bonne mesure, au clergé qu'il faut attribuer ce succès.

Mais la presse catholique canadienne, n'est encore qu'à ses débuts; et les défiances qu'excitait naguère son apparition, les batailles qu'elle a livrées, les doctrines qu'elle a soutenues, ont amassé sur elle des nuages gros de menaces. De puissantes influences qui s'en offusquent et qui la redoutent, se coaliseraient, affirme-t-on, contre elle. Désespérant de la plier à leurs desseins, ceux qu'elle contrarie trouveraient plus simple de l'étouffer.

Nos confrères, nous en sommes sûrs, ne permettront pas que les causes sacrées dont le triomphe leur tient tant au cœur, soient privées d'un tel appui. Et par leur générosité personnelle, par le prestige de leur parole et le zèle de leur propagande, ils feront en sorte que les journaux sur lesquels comptent l'Église et la patrie, puissent garder leurs positions, et même étendre au delà des limites actuelles le rayonnement de leur influence.

Il ne s'agit pas d'ostraciser la presse politique dont l'existence est comme liée à notre régime parlementaire, mais d'en combler, autant que possible, les lacunes, et d'assurer à la pensée chrétienne des organes que ni l'or, ni l'intrigue, ni le pouvoir, ne parviennent à asservir.

C'est le désir des Papes que l'on place au premier rang des préoccupations catholiques l'œuvre de la bonne presse.¹

C'est leur désir et leur volonté que le clergé proportionne son travail aux besoins du temps, qu'il s'intéresse à la paix publique, qu'il embrasse dans sa sollicitude tout ce qui favorise l'harmonie, le progrès, le bien-être des différentes classes de la société.² Cette action extérieure du prêtre, il faut bien l'observer, ne sera vraiment féconde que si elle s'enracine au sol des vertus surnaturelles. Porteuse de grâce et de sève divine, elle imitera l'action même de Notre-Seigneur : elle opérera des prodiges.

Quel immense champ d'action s'ouvre au zèle ecclésiastique dans le domaine social ! Patronages, associations de la jeunesse catholique, œuvres de tempérance, organisations professionnelles dans les villes et dans les campagnes,

¹ Nous ne saurions trop recommander au lecteur les remarquables articles publiés dans le *Devoir* (2-12 nov. 1920) par M. Henri Bourassa sur « la Presse et les Oeuvres ».

² Léon XIII, encycl. *Graves de Communi*, 18 janv. 1901; Benoît XV, lettre à l'Évêque de Bergame, 11 mars 1920.

caisses d'épargne, progrès de la colonisation et de l'agriculture : voilà, pour le prêtre, autant de moyens d'exercer efficacement son apostolat, de relever la condition des travailleurs, de soulager chez eux les misères du corps, de frapper à la porte de leur âme et d'imprimer dans leur conscience les prescriptions de l'esprit chrétien.

« Des voix protestantes, écrivait au cours de l'été l'Éminentissime Cardinal Bégin,¹ des voix protestantes ont loué, chez les catholiques du Canada en général, et chez ceux de notre province en particulier, l'excellence de leurs principes sociaux, l'esprit d'ordre, d'équité, de probité, le noble et religieux civisme qui les distingue et qui les honore. Ce portrait n'est pas flatté. Il répond à une réalité qui est notre joie et notre gloire ». Soyons-en fiers nous-mêmes; mais n'oublions pas que c'est surtout par l'action du prêtre, par le dévouement de son cœur et les industries de son zèle, que le Canada franco-catholique gardera ce beau renom qu'il s'est acquis, et que s'affermiront davantage encore les assises de foi, d'ordre, de moralité, sur lesquelles cette réputation repose.

* * *

Foi et langue, chez les nôtres, se tiennent par des liens étroits. Nous sommes attachés à notre nationalité par un penchant impérieux de la nature sans doute, mais aussi par un culte raisonné de nos traditions, par une conscience nette, profonde, de nos destinées religieuses.

Nos prêtres se doivent à eux-mêmes, ils doivent à leur sang et à leurs croyances de réaliser dans leur personne, au plus haut degré possible, l'idéal de la race, de cultiver en

¹ Lettre pastorale sur « les conditions religieuses de la Société canadienne », 8 juillet 1920.

eux ses meilleures qualités, sa droiture, sa générosité, sa noblesse, de porter partout avec eux cette délicatesse de l'esprit, ce souci de la correction, cette pureté de langage, cette tenue, cette urbanité, qui caractérisent le gentilhomme français.

Ils doivent leur appui à tout ce qui se fait, légitimement autour d'eux pour maintenir, à l'encontre de certaines oppositions de races ou de certaines trahisons de clans, les droits de notre langue, pour assurer le respect et l'expansion de notre vie ethnique, pour garder à notre peuple tous les traits de sa physionomie catholique et française. Bien des complots se trament qui tendent à dénaturer ces traits, à changer notre destin, à détourner le cours de notre histoire. Le clergé doit suivre, d'un regard vigilant, ces menées, donner et témoigner son estime à ceux de nos compatriotes en qui s'incarnent le plus brillamment la vaillance chrétienne et la défense nationale. Nous ne demandons pas, pour ces porte-drapeau, une confiance aveugle, irréfléchie, mais une bienveillance qui les protège contre la jalousie, l'ambition, l'intérêt ou le dépit.

Le prêtre dévoué aux grandes causes qu'il doit servir, porte ses yeux plus loin que son clocher et que sa province. Il prend intérêt au sort de tous les groupes, canadiens et américains, de langue française. Il s'associe, de loin, à leurs luttes. Il souffre de leurs insuccès. Il se réjouit de leurs triomphes. Il prouve d'ailleurs, par son attitude, que son esprit s'élève assez haut pour souhaiter que justice soit rendue à toutes les races, et pour réclamer l'union solide, effective, de tous les fils de l'Église en notre pays.

* * *

Nous lisons il y a quelques semaines, cette définition très belle, très juste, du Canada français, tombée de lèvres

françaises : « une France qui n'a pas fait la révolution ».

Il y a là un jugement historique dont nous avons bien le droit de nous glorifier, et une grande leçon morale dont nous avons aussi le devoir de faire la règle de notre conduite. Gardons intacts nos digues: soutenons-les; fortifions-les, pour n'être pas emportés par le flot que d'autres peuples s'efforcent laborieusement à refouler.

C'est une tâche nécessaire, qui appelle la coopération de toutes nos forces vives, et où les membres de notre clergé, séculier et régulier, feront sûrement leur part. Une part très haute, très féconde, qui ne peut être que la première, puisqu'elle représente d'une façon supérieure, la religion, la doctrine, le droit, le zèle, la vertu, le dévouement.

Demain comme hier, dans l'avenir comme dans le passé, le prêtre canadien sera digne de l'habit qu'il porte, du sang qui coule en ses veines, de l'Église qui a sa foi, de la patrie qui a son amour.

L.-A. PAQUET, *ptre*

Faute d'espace, nous sommes encore obligés de renvoyer au prochain numéro de nombreux articles, entre autres : *Notre année littéraire*, d'Henri d'Arles, revue de notre production intellectuelle au cours de la dernière année, et *Nos Archives* de M. Ægidius Fauteux. Il en est de même de notre partie documentaire. *L'Action française* à 64 pages devrait obvier à ces inconvénients.

CHRONIQUE D'ART

On nous signalait, ici même, il y a quelques mois,¹ le passage à la Galerie des Arts, d'un premier monceau de tableaux, destinés au Musée de la Guerre, dont on a actuellement commencé l'érection, dans la capitale fédérale, à côté des archives. Le reste des tableaux nous est maintenant parvenu et nous pouvions les voir, le mois dernier, dans les salles de la rue Sherbrooke. Toutes ces toiles, tous ces dessins, — il y en a 245, — illustreront la *dernière phase* de la guerre, c'est-à-dire l'armistice et l'occupation des pays vaincus.

Cette fois, le catalogue a mis à part les artistes *indigènes*. Ils sont heureusement assez nombreux. On voudrait placer parmi eux le seul nom français² de l'exposition, celui de M. Alfred Bastien, mais ce peintre est belge... A la vérité, les seize toiles de cet artiste comptent parmi les meilleures. *Le saillant d'Ypres* en particulier est un vaste paysage, aéré, plein de couleur. M. Bastien a une manière personnelle et séduisante qui le fait reconnaître tout de suite au milieu des autres, dont la technique paraît indigente par comparaison.

Pour revenir à la section du *home work*, disons que le choix qui y préside est trop large. C'est ce qui nous a valu cinq tableaux de M. Manley MacDonald représentant des *femmes travaillant aux champs*, et un autre d'ailleurs bien peint, de M. Herbert Palmer, intitulé : *Récolte de pommes de terre sur la ferme du Club des Arts et des Lettres de Toronto*.

Il y a aussi des *navires en chantier*, des *usines de muni-*

¹ Février 1920

² M. Dyonnet expose aussi, mais un seul portrait.

tions, faites au camp Borden, par M. Francis Johnston. Signalons de même un long panneau décoratif de M. Charles Simpson, d'une belle pâte, mais d'un dessin trop conventionnel : *le coupage de l'épinette pour les aéroplanes, en Colombie Anglaise*.

Ces artistes ont trouvé leurs sujets, au pays même; d'autres sont allés les chercher au front. M. Maurice Cullen en a rapporté des paysages superbes : nous distinguons, parmi ses cinq envois, *la citadelle d'Huy en hiver*, bloc énorme de maçonnerie, carré, juché sur un rocher, au-dessus de la Meuse; *No man's land*, scène de désolation et de silence; et *Camplain l'abbé* : des huttes camouflées formant le premier plan d'un délicieux village français.

Parmi les immenses toiles qui encombrant encore cette seconde exposition, l'une est de M. Frederick Challener : *le Départ de la grande Armada canadienne, de la baie de Gaspé, en octobre 1914*. Des navires, beaucoup de navires, en rangs, à la queue leu leu... Quoi donc en dire? sinon que la couleur en est agréable, mais la symétrie assez monotone. Nous ne savons pourquoi ces *transports* alignés, de même que la belle vague bleue, surmontée d'un cuirassé et d'un aéroplane, dans le tableau voisin, nous font songer à des images de calendriers.

Trop souvent d'ailleurs les plus grandes toiles de notre futur musée sont traitées comme de simples illustrations et ressemblent à des photographies : ainsi les deux compositions de M. Inglis Sheldon-Williams, *le Retour à Mons* et *l'Arrivée des Canadiens au Rhin*, toutes les deux parfaitement dessinées, mais d'une couleur anémique. Il faut ajouter que leur caractère anecdotique ne justifie pas leurs dimensions. Dans la seconde spécialement, les châteaux du Rhin ne détournent pas suffisamment l'attention du premier plan, où nos soldats s'occupent à ouvrir des boîtes

de conserve. Arras, la ville morte s'accommode mieux de cette pâleur voulue : on dirait que M. James Kerr-Lawson a traité ces ruines au lavis comme un architecte, et cela ne manque pas de charme.

Mais on bondit devant cinq ou six tableaux que le jury, sous prétexte d'éducation et d'initiation, n'a pas cru devoir éliminer. Nommons-les : ce sont : *Sapeurs au travail*, mélange de poutres et de mannequins, hommage au déséquilibre ; le *Jour de l'Armistice*, dans un centre de munitions, dessin enfantin sans perspective, où dominent le jaune et le rouge ; *Combat aérien*, sèche peinture à tendances cubistes ; mais surtout le *Bombardement de nuit*, ineptie authentique, impossible à décrire.

Nous serions au bout de notre indignation si nous n'avions encore à parler des portraits. Mettons à part ceux de Sir William Orpen : ils ont tous de l'allure, du caractère. Mais nous sommes outrés par le portrait, fait à Versailles, du Right Hon. Sir Robert L. Borden, P.C., G.C. M.G. On nous dit que ce profil reste la propriété de l'artiste. Il vaut mieux, car il ne faudrait pas que cet homme d'état passe à l'histoire sous une forme aussi négligée. Enfin le trop vaste portrait des six officiers supérieurs de l'*État-Major canadien* paraît être le triomphe de la raideur et du convenu. Pourquoi ces figures de modes militaires, posées sur un tapis, se découpent-elles sur un plan en relief d'Ypres en ruine ?

En vérité, après la visite de cette seconde exposition, on ne peut se défendre d'un vif désappointement. Ce *Musée de la Guerre*, dont le catalogue proclame qu'il va constituer « unquestionably the most complete artistic record of any country's share in the great war », nous semble d'ores et déjà une faillite artistique. Non, un musée

d'art ne s'organise pas ainsi : il y faut plus de temps et plus de choix.

* * *

Au moment où ce terminait cette exposition à Montréal, Québec inaugurerait la sienne, d'un caractère plus pacifique. Un Comité d'ecclésiastiques et de laïques a su réunir, dans une salle de l'Académie Commerciale, les plus belles pièces des collections particulières de la ville, quelques tableaux des peintres de la région et des essais d'amateurs. A en juger par les comptes-rendus très objectifs des journaux et par les noms des exposants, il est à croire que les Québécois ont pu prendre là une excellente leçon d'art. Ils sont bien heureux, les Québécois, de posséder, outre ces collections, la galerie trop peu connue de l'Université. Souhaitons que dans les embellissements de Laval, on ait une pensée pour les beaux tableaux qu'elle recèle dans des salles insuffisantes.

Cette exposition de l'Académie Commerciale rappelle celle qu'on avait organisée, ici, pour inaugurer la nouvelle Galerie des Arts. On fut stupéfait d'y voir tant de chefs-d'œuvre et de vraies belles choses. C'est que certaines collections, celles de M. Angus ou de Sir William Van Horne, par exemple, étaient déjà très remarquables. Depuis lors des acquisitions ont dû se multiplier. Ce serait le moment de recommencer cette revue de nos richesses artistiques.

Louis DELIGNY.

AU MEXIQUE ET CHEZ NOUS

Le 11 novembre 1918, le télégraphe lançait aux quatre coins du globe la nouvelle impatientement attendue de la signature d'un armistice entre l'Allemagne et les alliés. Ce fut dans toutes les bouches un même cri : « La guerre est finie ! Vive la paix ! »

Et cependant prenons les collections de journaux de ces deux dernières années. Un seul jour s'est-il passé sans le récit de quelque lutte sanglante ? En Orient, massacre de chrétiens ; en Allemagne, la Révolution et la commune ; entre la Pologne et la Russie, hostilités très inquiétantes pour la paix de l'Europe jusqu'au moment de l'intervention française ; en Irlande, guerre civile et martyre d'un peuple trop fier pour supporter le joug étranger, même après plusieurs siècles de domination.

Plus près de nous, dans notre hémisphère, mêmes malaises et mêmes soubresauts. Certaines républiques de l'Amérique du Sud, non contentes d'acheter les vieux vaisseaux de guerre de la Grande-Bretagne, boudent leurs voisines et montrent les dents. La Bolivie, vient-on d'annoncer, se paie le luxe d'une petite révolution. Mais, sur le sol d'Amérique, nulle contrée n'a été plus bouleversée en ces derniers temps que le Mexique.

Ce pays est devenu la terre classique des révolutions. Elles alternent presque avec les tremblements de terre dont le 669ème vient d'être enregistré. Les présidents n'y sont pas plus à l'abri dans leurs fauteuils que les empereurs sur leurs trônes, et le sang de Carranza a coulé en 1920 comme celui de Maximilien en 1867.

Et le 11 novembre 1918, tous nous disions : « Enfin, voilà la Paix ! »

Le Mexique est un pays de races mêlées où les caractères ethniques sont encore mal fixés. Il est habité par les descendants de ces colons castillans venus au début du XVI^e siècle à la suite de Fernand Cortez, et qui se sont unis aux peuplades aborigènes. Turbulents, batailleurs, orgueilleux, toujours prêts à se battre pour conquérir le pouvoir, les Mexicains, depuis 1914 surtout, habitent, pourrait-on dire, un enfer. Tantôt ce sont les chefs de clans politiques, Carranza, Gonzalez ou Obregon, (candidat vainqueur à la présidence en octobre 1920), qui se disputent la première place et luttent en rase campagne, à coups de canon; tantôt ce sont des brigands, comme Zapata ou le sinistre Villa, qui volent et qui tuent, qui pillent et qui brûlent, semant derrière eux la ruine et la désolation.

Pareils conflits, sans cesse renaissants, alarmèrent leurs puissants voisins, les Américains, dont les capitaux, tout le monde le sait, sont engagés à fond dans les puits de pétrole mexicains. Aussi le gouvernement de Washington a-t-il chargé la *Commission Fall* d'aller enquêter officiellement sur les dommages causés aux Yankees, dans leurs personnes et dans leurs biens.

Le rapport de cette commission, récemment publié, a été longuement analysé dans les *Études*, livraisons de juillet dernier. Il mérite que nous y jetions un rapide coup d'œil.

Dans son témoignage, M. Henry Lane Wilson, ancien ambassadeur des États-Unis à Mexico, dresse de la façon suivante le bilan de six années d'anarchie :

« 665 citoyens américains ont été tués, sans même qu'une action judiciaire soit engagée, 300,000 Mexicains ont été mis à mort et plus d'un million ont péri d'inanition. Porfirio Diaz avait laissé 100 millions de pesos dans le trésor public : il y a aujourd'hui un déficit de 250

« millions de pesos. Trois mille six cents églises ont été
« désaffectées. 1500 membres du clergé ont été chassés du
« pays. 364 institutions religieuses, dont plusieurs com-
« munautés de femmes, ont été envahies et profanées dans
« des circonstances qu'on ne peut convenablement décrire.

« Actuellement il y a 80,000 soldats américains sur la
« frontière, et leur entretien coûte à l'État 100 millions
« de dollars. »

Joli pays, en vérité. N'est-ce pas qu'ils sont un peu
boches ces Mexicains-là ?

Ceux qui eurent le plus à souffrir, il est facile de le
comprendre à la lecture de ce témoignage de l'ambassadeur
Wilson, ce furent les catholiques mexicains. L'Église y
fut persécutée sans pitié. Décrets vexatoires, saisie des
biens ecclésiastiques, fermeture des églises ou leur trans-
formation en bureaux publics, vente aux enchères, en mars
1920, des objets du culte, tout fut mis en œuvre par Carran-
za, entre autres, afin de rendre impossible l'exercice du culte
catholique. Les archevêques et les évêques durent se
réfugier aux États-Unis ou en Espagne et y rester jusqu'en
1919 afin d'éviter l'emprisonnement ou même le feu de
peloton comme dans le cas de Mgr Orozco, évêque de
Guadalajara.

Voilà, certes, des détails que beaucoup ignoraient.
La canonnade des Flandres et de Verdun était trop forte ;
elle couvrait la voix des persécutés du Mexique.

Mais, contraste étrange, l'évangélisation protestante
faisait, pendant ce temps, monts et merveilles. C'est,
disaient certaines revues des États-Unis, « la seule voie
possible de salut pour ce peuple ignorant et arriéré ». Fondation d'université à Mexico, construction d'hôpitaux,
écoles normales, écoles d'agriculture, école d'arts et métiers,
journaux quotidiens, création d'un bureau spécial de publi-

été du m-ns re. la ns eu le eur y les ns-ars an-lte se en de de nt. te; te st, ie ». ix, rs, li-
cité protestante, rien n'est négligé pour le salut « protestant » des Mexicains. Pendant que le gouvernement ne peut même pas payer ses propres instituteurs, il trouve le moyen de faire des largesses à l'école méthodiste d'El Satillo.

Le rapport de la *Commission Fall* nous en fait voir bien d'autres. Tous se rappellent avoir vu au cinéma les films américains montrant le départ des troupes de la République pour une *expédition punitive* au Mexique. Les journaux du temps nous ont raconté les succès de nos voisins dans leur poursuite de l'insaisissable Villa. Toutefois ni le cinéma ni les journaux ne nous ont dit que c'est l'ingérence des Américains dans les affaires intérieures du Mexique qui « fut la cause de tous les malheurs », suivant l'expression d'un témoin à l'enquête tenue par la *Commission Fall*.

Le Président Madero était l'âme damnée des trusts américains. Il mourut assassiné. Huerta, un vrai patriote, lui succéda. Aussitôt les États-Unis d'intriguer pour le renverser et, dans ce but, sans hésiter, ils appuient les pires individus. Lorsque Carranza arrive à son tour au pouvoir, c'est grâce à l'appui de Washington qui protège les trusts américains du pétrole. Mais, dès que le nouveau président s'aperçoit de la mainmise américaine sur les sources de la richesse nationale, les mines et les pétroles surtout, au détriment des intérêts de sa patrie, l'ancien révolutionnaire devient un fougueux nationaliste. Par décret présidentiel il double les taxes sur l'exportation, et, du coup, se met à dos ses anciens bienfaiteurs.

Les États-Unis ont fourni des armes et des munitions à tous ceux qui voulaient renverser un gouvernement trop national. Quand Carranza, à son tour, eut à lutter contre les bandes du barbare Villa, ce furent des balles et des obus américains qui trouèrent les rangs de ses troupes.

Voilà en résumé ce qu'il en coûte aujourd'hui aux Mexicains d'être riches en produits naturels et d'en avoir aveuglément confié l'exploitation aux capitaux américains.

Tirons maintenant notre profit de cette leçon d'histoire.

Au Canada, le sol et le sous-sol recèlent des richesses incalculables. Notre province de Québec tout particulièrement avec ses forces hydrauliques, ses mines d'amiante et de nickel, ses forêts et son bois de pulpe, attire comme un véritable aimant les capitaux étrangers. Près de trois milliards de dollars anglais ou américains sont placés dans le Dominion et plus de la moitié ont été fournis par nos voisins. Mais quels sont ceux qui exploitent nos forêts québécoises, qui manufacturent le papier, l'expédient à l'étranger et empochent les gros bénéfices? Sont-ce les enfants du sol? Les neuf-dixièmes sont des étrangers, américains surtout, enchantés de trouver chez nos compatriotes des gens bien paisibles que le souci des biens de ce monde ne paraît guère troubler. Nos mines de nickel, ici, dans Québec, fournissent les quatre-cinquièmes de la production mondiale. A combien de Canadiens-français pareilles richesses profitent-elles? Voyez la liste des propriétaires et trouvez-en un seul dont le nom ne soit pas à désinence allemande ou saxonne. Et pour l'amiante, même réponse. Nos compatriotes ont déjà été propriétaires du fond, soit personnellement, soit dans la personne de leurs gouvernants, mais pour un plat de lentilles, naïvement, ils ont sacrifié les sources mêmes de notre indépendance économique.

En dehors de notre province, dans l'Alberta, des puits de pétrole viennent d'être forés. Par qui? par la « Stan-

dard Oil », compagnie américaine, celle-là même qui est si puissante au Mexique et qui pour arriver à ses fins n'hésite pas à souscrire largement aux œuvres socialistes mexicaines.

A force de nous désintéresser des questions économiques, nous avons laissé l'étranger pénétrer chez nous, et là même où nous devrions être les maîtres, trop souvent nous ne sommes que les subalternes quand nous ne sommes pas les bêtes de somme.

Tramways, éclairage, énergie électrique, téléphones et télégraphes, transports par terre ou par eau, dans cette province où les Canadiens de race française sont l'immense majorité, tout cela est aux mains du capital anglais ou américain et c'est une bataille de chaque jour pour nous, les clients, parce que nous exigeons qu'on nous demande en français l'argent qui servira à payer de gros dividendes.

Allez vous promener sur les côtes de Gaspé. Admirez le rocher de Percé et les beaux couchers de soleil; mais gardez-vous bien de jeter l'hameçon dans les eaux limpides de la Grande-Rivière ou de la Cascapédia ou des autres cours d'eau qui se jettent dans l'Atlantique. Un garde-pêche vous apprendra sans ménagement que vous êtes sur un territoire réservé à M. Cabot, de New-York ou à quelque autre millionnaire américain. Et cette histoire se répète tout le long de la côte.

Nous sommes en train de devenir des domestiques dans notre propre maison. Mais, Dieu merci, il nous reste encore du territoire qui n'a pas été entamé et qui, bien exploré et bien exploité, nous donnerait un rang honorable dans le domaine économique. Il nous reste davantage. Il nous reste un peuple fier et courageux, une jeune génération ambitieuse et qui saura profiter des erreurs du passé, si les hommes mûrs d'aujourd'hui savent seulement lui conserver le patrimoine national.

On nous annonce l'arrivée prochaine de forts capitaux étrangers destinés à l'exploitation du sol québécois. Ne nous emballons pas d'enthousiasme et n'allons pas aveuglément emprisonner nos bras dans des chaînes même dorées. Le triste exemple du Mexique et de ses malheurs devrait nous être une salutaire leçon.

Émile BRUCHÉSI.

NOS PUBLICATIONS

Nos lecteurs connaissent tous les embarras qui entravent, à l'heure actuelle, les entreprises d'édition : coût excessif du papier, prix surélevé de la main-d'œuvre d'imprimerie. *L'Action française* réagit de son mieux contre ces difficultés. Notre *Bibliothèque* vient de placer sur ses rayons deux nouvelles publications : *Les Énergies méconnues* de Guy Vanier et *Chez nos Ancêtres* de l'abbé Lionel Groulx. La brochure de M. Vanier fait partie de notre série à 10 sous. Elle nous donne, en trente pages de texte serré, un large programme d'action nationale et catholique, avec la forme claire et l'élévation de vues auxquelles nous a habitués le président général de l'A.C.J.C.

Le dernier ouvrage de notre directeur se vendra 50 sous, avec les remises habituelles. C'est une conférence qui est devenue un volume. Copieusement illustré, *Chez nos Ancêtres* nous apporte surtout une étude d'ensemble sur la vie familiale et paroissiale de nos pères, vers la fin du régime français.

Nous publierons prochainement *La Résistance aux lois injustes et la doctrine catholique* du R. P. Marie-Albert Mignault, O.P., professeur d'apologétique au couvent des dominicains à Ottawa. Le titre seul justifierait l'entrée de cet ouvrage dans la *Bibliothèque de l'Action française*. Mais l'on sait, en outre, qu'il s'est vu attribuer le prix Labelle au dernier concours de l'A.C.J.C.

EST-CE BIEN LE TEMPS ?

Il se passe tant de choses à l'heure présente, dans le monde, et de si considérables, qu'il semble que notre esprit, sollicité de toutes parts à la fois, ne puisse accorder à quelques-uns des événements dont nous sommes les témoins, l'attention qu'ils méritent.

Ainsi, l'on a peu ou point parlé chez nous d'un fait d'une extrême importance qui vient de se produire en Angleterre, et dont les conséquences immédiates et lointaines peuvent être désastreuses pour la pensée française en Amérique. La *Revue Universelle*, de Paris, livraison du 15 août dernier, nous apporte, sur cet événement, des précisions éloquentes. Il s'agit de la création, par le ministère des Affaires étrangères de Londres, d'un système mondial de propagande anglaise. C'est un événement, dit le chroniqueur de la *Revue*, Marcel Chaminade, « qui constitue une révolution dans les méthodes britanniques et qui amorce peut-être une redistribution des zones d'influence morale et intellectuelle à la surface du globe ». Jusqu'à la guerre, en effet, l'État anglais s'était plus ou moins désintéressé de faire pénétrer « l'idée britannique » à l'étranger. Mais voilà qu'après le cataclysme, l'Angleterre songe à se créer un instrument de pénétration d'une précision et d'une perfection inconnues jusqu'ici. Une commission qui comprend des personnalités diplomatiques aussi considérables que Sir Charles Eliot, Sir John Tilley, Sir Maurice de Bunsen, Sir Frederick Butler, a élaboré, avec le concours de Lord Curzon, un système de propagande si complet qu'il équivaut à la mainmise du Foreign Office, pour les fins de son action à l'étranger, sur les écoles, les professeurs, les chambres de commerce, les associations patriotiques, les biblio-

thèques, les instituts techniques, les missions, les expositions, les compagnies cinématographiques, les maisons d'édition et de librairie.

Le rapport de la commission, dite des communautés britanniques, propose la nomination immédiate d'une commission composée d'une part, d'agents du ministère des Affaires étrangères, et, d'autre part, de fonctionnaires du ministère de l'Instruction publique, chargée d'établir la liste des établissements à créer. Cinq sous-commissions devront s'occuper de l'Amérique latine; de l'Extrême-Orient; de la Turquie, du Levant et de l'Égypte; de l'Europe occidentale et du Maroc; de l'Europe centrale et des Balkans. Dès immédiatement, l'on verra à « soigner » spécialement l'Amérique du Sud, la Chine, l'Égypte, Constantinople et les pays Scandinaves.

Mais, dira-t-on, où voyez-vous là-dedans que nous soyons menacés; il n'est même pas question de nous? Minute. L'Angleterre est trop soucieuse de l'opinion américaine, trop évidemment intéressée à ce qu'elle lui soit aussi favorable que possible, — que l'on songe à la thèse pan-anglo-saxonne — pour ne pas prendre les mesures les plus appropriées, et les moyens les plus efficaces d'influencer cette opinion par la diffusion à grand rayonnement du point de vue anglais, dans tous les domaines. Aussi s'est-on préoccupé de l'Amérique du Nord qui fera l'objet d'un statut spécial. C'est assez dire que le Canada, pas plus que les États-Unis, ne sera oublié. Nos voisins seront « travaillés » à fond, et même si l'on devait négliger le Canada, ce qu'il serait ridicule de croire, nous subirions forcément l'influence de cette propagande par suite de notre voisinage avec la république américaine. Mais quand on voit l'Angleterre s'atteler à une besogne d'expansion et de pénétration intellectuelle et morale qui pourvoit au recrutement

d'un corps enseignant spécial pour l'étranger; à la fondation de nombreuses bibliothèques, à la création d'une réplique de l'Alliance française, à l'envoi de missions scientifiques, à l'attribution de bourses universitaires, de subsides aux instituts techniques, archéologiques, pédagogiques, bibliographiques etc; quand on voit l'Angleterre songer à établir des expositions permanentes, à négocier des traités avec les éditeurs pour assurer la diffusion de la production intellectuelle anglaise, à subventionner des compagnies cinématographiques, à doter des organismes destinés à favoriser l'emploi des publications et des méthodes techniques anglaises; quand on voit l'Angleterre décidée à utiliser les sociétés patriotiques, les hôpitaux, les institutions de charité, les associations de *boy-scouts* pour fins de propagande; à subventionner les chambres de commerce, à accorder des facilités postales aux associations ayant pour but d'augmenter à l'étranger le prestige anglais; à approprier des fonds spéciaux à la disposition des services diplomatiques et consulaires pour la commémoration, partout, de toutes les grandes dates de l'histoire anglaise, et décréter que dans les pays balkaniques, et d'abord à Sofia, des instituts anglais seront établis, qu'au Caire un établissement d'études orientales richement doté sera fondé, que les écoles d'archéologie du Caire, d'Athènes, de Rome et de Jérusalem devront servir le gouvernement anglais dans son œuvre d'anglicisation mondiale, quand on voit tout cela, il ne paraît pas permis de croire que le Canada sera négligé et la province de Québec oubliée.

Il n'est point exagéré de dire, croyons-nous, qu'à cause de la proximité des États-Unis, le Canada sera l'objet d'une attention toute particulière de la part des autorités britanniques, et que la province de Québec par suite de son importance dans la Confédération et du fait surtout qu'elle est

française, et partant, moins accessible à l'emprise anglaise, recevra, on peut en être assuré, un traitement *de faveur*, si l'on peut dire. Et voilà ce qui nous semble devoir constituer pour la pensée française en Amérique une dangereuse menace. A toutes les forces existantes d'anglicisation latente, viendra s'ajouter la poussée méthodique d'un instrument de pénétration anglifiante perfectionné. D'une part, la finance et l'industrie anglaises, si l'on n'y met obstacle par l'éducation économique de notre peuple et par la sauvegarde de ce qui nous reste encore des ressources naturelles du patrimoine national, affermiront davantage de jour en jour la suprématie économique de l'anglo-saxon sur la terre québécoise, et, d'autre part, la puissance de rayonnement que l'on imprimera dans le monde entier et surtout chez nous à l'idée britannique sous toutes ses formes, commencera par diminuer le prestige de la civilisation française en masquant l'influence intellectuelle et morale de la France, et finira par dénationaliser nos cerveaux en assurant l'hégémonie de la pensée anglaise sur toute pensée canadienne et française.

Cela ne se fera ni en un jour, ni brutalement. La grandeur du but que se propose Albion, les moyens qu'elle veut employer, l'or qu'elle est prête à dépenser pour y atteindre, la richesse de la documentation qu'elle a amassée à cette fin, le personnel qu'elle veut mettre sur pied indiquent suffisamment qu'il s'agit d'une œuvre de longue haleine, et que toutes les ressources d'une psychologie avertie et d'une diplomatie déliée seront mises en œuvre pour ne froisser aucune susceptibilité, ne blesser aucune fierté, pour flatter, même, au besoin, certaine sensibilité, afin de mieux agir et plus profondément sur les esprits, en créant autour d'eux ce que l'on pourrait appeler une atmosphère de suggestion. C'est en somme l'annexion lente, indirecte, mais

sûre de notre mentalité française à la culture anglaise. Jusqu'ici nous n'avions été dominés — à quel prix, nous le savons trop, hélas, — que par la finance anglo-saxonne; dorénavant nous le serons par tout le poids de l'orgueil national anglais pesant sur nous de tous ses moyens d'influence intellectuelle et morale.

Nous ne voudrions pas prolonger inutilement cet article en insistant sur la nécessité pressante qui nous fait une obligation de renforcer tous nos organismes de défense. La magnifique série d'articles publiés ici même sous le titre « Comment servir », nous a enseigné en même temps « pourquoi servir ». Une raison de plus, la menace nouvelle que nous voyons poindre, s'ajoute à toutes celles que les collaborateurs de l'*Action française* ont mises en lumière. Mais pourquoi, en terminant, ne poserions-nous pas une simple question? Puisque nous manquons de cette aristocratie de la pensée qu'on appelle une élite, on la réclame trop de tout côté pour qu'elle existe, est-ce bien le temps alors même que la tête de notre nationalité est si peu pétrie d'esprit et de culture vraiment française, de perpétuer le gaspillage d'intelligence auquel nous nous sommes livrés depuis trente ans, en livrant le cerveau des masses, dès l'école primaire, à une culture étrangère sous le fallacieux prétexte qu'il « nous faut plus d'anglais? »

Louis-D. DURAND.

LE PROBLÈME ÉCONOMIQUE

NOTRE CONSULTATION DE 1921

Ceux qui ont lu l'*Économie nouvelle* de Georges Valois, se rappellent le rôle souverain assigné à la doctrine, par l'économiste, dans le relèvement actuel de la France. « Au commencement de toutes choses est le Verbe, écrit-il ! L'action prend la direction que lui donne l'esprit. . . Vous voulez refaire un État, restaurer une nation ? Faites appel aux puissances de l'esprit ».

L'économiste n'a fait là que rappeler un principe de sagesse élémentaire. Toujours l'esprit doit illuminer la volonté, la lumière précéder et guider l'action. Et nul ne devrait le savoir mieux que nous dont l'action collective abandonnée si longtemps à de faux guides s'est dépensée sans but défini, dans des directions anarchiques, faute d'une doctrine qui, de haut, eut tout coordonné.

Mais quelques-uns penseront que la vieille erreur a assez duré, qu'elle ne doit pas être continuée à l'heure surtout où les chocs que nous subissons, déterminent dans notre vie des transformations inattendues. Et pour en venir sans plus au point, que ferons-nous en face des inconnus que pose soudain pour notre race le problème économique ? D'une part, la vieille sagesse nous en avertit : un jeune peuple comme le nôtre doit être économe d'expériences hasardeuses ; il ne doit aller de l'avant qu'à bon escient, soucieux de ne jamais perdre inutilement une seule de ses forces, une seule heure de sa vie. François-Xavier Garneau nous l'avait déjà dit, à la fin de son histoire, avec la gravité d'un sage : « C'est aux grands peuples à faire l'épreuve des nouvelles théories. . . Pour nous, une partie de notre force nous vient de nos traditions ». Hélas ! les enseignements de

l'histoire sont bien faits pour nous rendre circonspects : presque toujours, la richesse, l'opulence fut le germe de mort introduit dans la vie d'un peuple. Et comment notre idéalisme latin pourrait-il ne pas redouter le prochain avenir, quand déjà toutes les puissances de la civilisation ambiante ne nous inclinent que trop au culte des forces matérielles ? Tous les jours, n'avons-nous point, sous les yeux, le spectacle lamentable de beaucoup trop de nos compatriotes pour qui l'avènement à la fortune s'est accompagné d'une décadence familiale et d'un reniement total ou partiel de l'idéal catholique et français ?

Et cependant nous ne pouvons échapper à ces faits impérieux : la guerre économique existe ; elle se fait sur tous les points du monde. C'est la guerre qui ne connaît ni les trêves, ni les armistices. Elle se fait au milieu de nous ; elle se fait contre nous. Chaque fois qu'une partie de notre patrimoine nous échappe ; chaque fois que, mal administré, les rendements en subissent des baisses ; chaque fois que le sol québécois fructifie pour d'autres que pour nous ; que nos épargnes, nos capitaux s'en vont vers des réservoirs qui se déversent ensuite à l'étranger ; chaque fois que nous nous laissons devancer par des rivaux, que, sous la concurrence ennemie, succombe une de nos institutions, chaque fois ce sont des batailles que nous perdons. La guerre économique, elle s'annonce chez nous, plus serrée, plus brutale que jamais. « On peut dire, écrivait un jour le géographe Reclus, que le développement de l'humanité est inscrit d'avance, en caractères grandioses, sur les plateaux, les vallées et les rivages de nos continents ». Ces caractères grandioses n'échappent point d'ordinaire aux grands aventuriers de la finance. Notre province a trop de richesses et de trop belles ; les grandes convoitises se sont tournées vers elle. Et le problème n'est plus de savoir si ces ressources seront exploitées,

mais si elles le seront par nous et pour nous, ou par des étrangers et contre nous. Le choix ne nous est plus laissé : puisque la bataille est déjà engagée, que des positions sont déjà perdues, nous avons à nous défendre contre la puissance abominable de l'or qu'aucun principe ne domine, qu'aucun pouvoir ne veut maintenir dans ses limites. Nous avons à choisir ou de redevenir les maîtres chez nous ou de nous résigner à jamais aux destinées d'un peuple de serfs.

En face d'une telle situation, qui pourrait bien ne pas comprendre la nécessité d'une doctrine, à tout le moins de quelques directives, pour guider l'effort de notre peuple, pour décider la manœuvre libératrice ? N'est-ce pas l'initiative urgente, et, avant toute chose, n'avons-nous pas besoin de libérer nos esprits d'idéologies fausses et dangereuses ? C'est bien dans notre province qu'on dénonce encore le provincialisme, alors que, partout ailleurs en ce pays, les intérêts matériels de la confédération ne se discutent plus que selon les intérêts des sections et des groupes. C'est encore chez nous que l'on s'en va redisant que les affaires n'ont rien à voir avec le patriotisme, alors que, sur tous les terrains de la lutte économique, sévit contre nous le patriotisme des affaires. Qui dira, également jusqu'à quel point nos esprits dirigeants ne sont plus dominés par les erreurs de l'économie libérale, par la théorie funeste du « laisser-faire, du laisser-passer », comme si quelque parcelle des activités humaines pouvait échapper aux lois souveraines de l'ordre moral et que, dans l'ordre économique, l'État fût délié de ses obligations positives ?

La gravité particulière de cette situation a déterminé l'*Action française* à l'initiative qu'elle expose aujourd'hui. Elle a fait appel à quelques-uns de ses amis, spécialistes en matière économique ; elle leur a demandé l'élaboration d'un programme de défense et d'action, non plus général et

abstrait, mais concret et réaliste, inspiré d'une doctrine large et sûre, fondé non point sur les intérêts de quelques mandarins de la finance et de la politique, mais appuyé sur la vérité de nos conditions et de notre vie, sur notre situation géographique, sur nos hérédités ethniques, sur les aspirations supérieures de notre race. Le programme au complet se développera en douze chapitres qui paraîtront l'un après l'autre dans les prochaines livraisons de la revue. Nous donnons ici la liste de nos collaborateurs et le sujet de leurs études dans l'ordre logique qui sera celui de la publication :

Édouard Montpetit, *L'indépendance économique des Canadiens français*; Antonio Perrault, *Le problème économique et nos intérêts moraux*; Olivar Asselin, *Les imperfections de notre organisation économique*; Émile Miller, *Les ressources du Québec*; Anatole Vanier, *Notre agriculture*; Georges Pelletier, *Notre industrie*; Beaudry-Leman, *Nos maisons de crédit*; Omer Héroux, *Mutuelles et assurances*; Léon Lorrain, *Le commerce canadien-français*; Henri Laureys, *Notre enseignement commercial et technique*; Dr Ernest Gendreau, *Notre enseignement scientifique supérieur*; Abbé Lionel Groulx, *Conclusion de l'enquête*.

Nous ne voulons plus que fixer ici quelques-unes des idées directrices de ce programme d'action économique.

Il nous a fallu partir de ce point que les Canadiens français doivent être les maîtres au moins dans leur province et que, sous peine d'être à jamais une race ancillaire, ou de renoncer, comme personnalité ethnique, à la propriété d'un territoire, ils ne peuvent abandonner à d'autres l'administration de leur sol et de ses richesses. Le droit de la conquête, pensons-nous, ne saurait s'étendre jusqu'à l'ordre économique, et, sur ce sol qui fut pendant trois cents ans la propriété de leurs pères, les Canadiens français gardent,

à tout le moins, un droit d'aînesse. En conséquence le territoire du Québec ne peut être considéré comme un territoire vacant, ouvert à l'enchère cosmopolite, mais comme un territoire français qui doit fructifier pour une race française. Est-ce à dire qu'il faille fermer nos portes et repousser sans plus le capital étranger? Non pas. Mais, il convient de l'accepter comme une aide, non comme un instrument de désordre et de domination. Aucun motif, aucune doctrine ne justifierait d'abandonner à ces capitaux une puissance tellement prépondérante qu'ils pussent ensuite dicter la loi à toute notre vie économique et politique, en maîtres absolus. Leur influence ne dut-elle pas aller jusqu'à ce point, ce serait néanmoins une illusion d'espérer de capitalistes étrangers, sans racines dans notre province, sans affinités avec nos institutions et notre idéal, qu'ils ne cèdent pas à la tendance de servir leurs fins propres, leurs ambitions individualistes, sans se préoccuper du bien général d'un peuple où ils n'apercevront qu'un réservoir de serfs à exploiter. Et pourtant ce ne doit pas être uniquement pour édifier la fortune des autres, que nous avons gardé intacte l'armature de notre état social, que nos ancêtres nous ont légué l'admirable héritage de leurs vertus et que notre main-d'œuvre et nos organisations ouvrières offrent les plus hautes garanties de moralité et de stabilité.

Nos collaborateurs devaient cependant lever les yeux plus haut que l'intérêt strictement national. Nous l'avons dit, dès le début : un programme d'action économique se rattache étroitement à des problèmes d'ordre moral. L'action économique, n'étant pas une fin, ne saurait absorber toutes les activités d'un peuple, ni prendre la première place dans ses pensées. Un programme de cet ordre qui veut être bienfaisant et sainement réaliste, doit donc tenir compte de l'équilibre et de la subordination des choses.

Trop de fois, dans cette Revue même, nous avons affirmé la hiérarchie des problèmes, pour oublier cette vérité, à l'heure où elle s'impose plus que jamais. A quoi nous servirait d'être les vainqueurs de la lutte économique, si nous devions être les vaincus de la richesse? Et c'est pourquoi, dès le début de nos études, dans l'article qui lui a été confié, M. Antonio Perrault viendra démontrer la subordination de notre effort économique à nos intérêts intellectuels et moraux. Ce point de doctrine, avons-nous besoin de le dire, reviendra de lui-même dans les autres études, comme un *leit-motiv*, un principe directeur.

Dieu nous garde d'une orientation qui subordonnerait le spirituel au matériel et commencerait par nous jeter en dehors de l'ordre latin. On le sait : nous ne sommes pas de ceux qui font aller de pair la conquête économique et l'anglicisation de notre enseignement et qui veulent voir dans celle-ci la condition de celle-là. De toutes les études de nos collaborateurs, ils nous prient de le dire, il se dégagera, au contraire, une exhortation à la fierté de race, à la confiance en nous-mêmes, à la fécondité d'un effort qui prendra son point d'appui en nos vertus profondes. M. Henri Laureys y exhortera plus que les autres, en plaidant pour les méthodes de notre haut enseignement commercial resté d'aspirations si profondément françaises et qui a été, en ces derniers temps, le plus bel acte de foi aux suffisances de notre génie ethnique.

Que nos amis se rassurent : nous ne voulons faire de la richesse matérielle que le fondement de notre supériorité intellectuelle et morale. Mais, diront peut-être quelques-uns, un peuple qui veut aspirer aux plus hautes formes de la vie, doit assurément se pourvoir d'une certaine somme de bien-être matériel. Mais, comment empêcherez-vous que l'Économique ne le domine trop entièrement?

C'est ici que gît la grande difficulté. Mais tout de suite, qu'on veuille bien l'observer : ce n'est pas un appel à la constitution des grandes fortunes, une invite à la conquête de la même opulence pour tous que l'*Action française* adresse à nos compatriotes. La liste de nos sujets d'études l'indique suffisamment : C'est une exhortation à l'effort collectif et ordonné; c'est un appel à chacun de faire tout son devoir à son poste, c'est une invite à la collaboration de tous les facteurs pour le triomphe de l'indépendance commune et pour l'acquisition du bien-être par chacun.

Certes, nous ne croyons point que, pour tout cela, les organes de direction puissent jamais abdiquer leur rôle au milieu de nous. Comme notre peuple aura eu besoin d'être éclairé à ce moment-ci de son évolution et à tous les tournants de son passé, toujours il importera qu'il soit guidé dans l'organisation de sa vie. Toujours à une nation catholique et française, il faudra continuer de montrer une destinée qui « dépasse le boire, le manger, l'hygiène, le charbon, la mécanique et tous les désirs médiocres, au milieu desquels notre démocratie voudrait enfermer tout l'horizon de l'homme », ainsi que l'écrivait récemment M. Robert Vallery-Radot. Jamais il ne faudra cesser de croire et de redire que la civilisation s'exprime avant tout dans les monuments intellectuels, dans la pureté et la gravité des mœurs, dans les harmonies de la justice et de la charité sociales, dans la souveraineté reconnue des finalités supérieures. Toujours il sera nécessaire de proclamer qu'un peuple perd sa peine et son existence qui cesse d'être le peuple de sa vocation, l'exécuteur de la pensée divine sur lui. Et que les constructeurs de notre avenir matériel ne perdent point de vue le caractère essentiellement pratique d'une telle prédication. L'auteur de l'*Économie nouvelle* leur dirait ici encore : « L'expérience révèle que l'homme et

« Les peuples n'agissent et ne travaillent à la prospérité de leurs nations que s'ils sont soulevés par une vision d'avenir, qui donne à leur action une autre fin que celle de la seule prospérité... Hommes et peuples désirent l'effort qui les élève au-dessus d'eux-mêmes lorsqu'il croient que l'action à laquelle ils participent, s'exécute dans le sens du mouvement, de l'ordre universel ».

Lionel GROULX, *ptre*

NOS SOUHAITS

Nos lecteurs recevront le présent numéro de l'*Action française* aux approches du jour de l'an. Nous en profitons pour faire à tous nos meilleurs souhaits de Bonne et heureuse année. Que sera ce 1921 qui va poindre ? Pour une bonne part, ce que nous aurons décidé de le faire, avec l'aide de Dieu. Bien des points noirs s'élèvent à nos horizons et inquiètent nos meilleurs esprits. Souvenons-nous de faire vaillamment notre besogne de bons patriotes. Souhaitons-nous, à la fin de cette année prochaine, de retrouver notre race plus forte, plus éveillée au sentiment de ses devoirs, notre langue plus respectée, non seulement par nos ennemis mais par nous-mêmes, nos œuvres de défense nationale mieux comprises et mieux aidées. Quand nous aurons fait notre devoir, Dieu fera le reste.

A TRAVERS LA VIE COURANTE

Services gouvernementaux

Nous avons raconté naguère de quelle façon injuste le ministère des Postes traitait la langue française. Il nous aurait été agréable de constater et de signaler une pratique plus équitable dans les autres services gouvernementaux. Les faits ne nous le permettent pas. On dirait au contraire que quelque mauvais génie s'évertue par mille tracasseries, par mille retards, à reléguer au dernier plan l'une des deux langues officielles du pays. A l'heure où le premier ministre du Canada proclame bien haut son estime de notre race et son respect pour nos droits, cette attitude de ses subordonnés est vraiment étrange. Faut-il croire que ces déclarations sonores ne sont que de vaines paroles : *aes sonans* ?

Voyons plutôt. A la session de 1919 le Parlement fédéral adopte une loi sur les faillites qui modifie sensiblement la législation alors en vigueur. Une proclamation du conseil des ministres, datée du 31 décembre 1919, avertit le public que cette loi sera appliquée dès le 1er juillet suivant. De fait, le 30 juin, les nouvelles formules sont distribuées.

De retards en retards

D'après notre constitution, la loi doit être publiée dans les deux langues. Notre gouvernement va-t-il se conformer à cette obligation ? Oui... et non. Il publiera en effet et le texte français et le texte anglais, mais celui-ci avant même que la nouvelle législation entre en vigueur, et l'autre plus de deux mois après, alors que bon nombre d'avocats ont été obligés, faute de mieux, de se procurer le texte anglais...

Qu'on ne m'accuse pas d'exagération. J'ai là, sous les yeux, la lettre d'un membre éminent du Barreau canadien. Il écrit à Ottawa pour obtenir la version française en septembre, puis de nouveau en octobre, et chaque fois on lui répond : elle n'est pas encore prête. Il ne l'a reçue qu'en novembre. Combien n'ont pas attendu, n'ont pas pu attendre, et ont acheté le texte anglais. Conséquence : le texte français paru en retard sera peu demandé, et nous entendrons dire un jour ou l'autre : « A quoi bon cette dépense supplémentaire ? Les Canadiens français ne se soucient guère d'avoir un texte dans leur langue. Quelques-uns seulement l'achètent ! »

A la gare du Canadien-Nord

Autre exemple. A la nouvelle gare du Canadien-Nord (chemin de fer du gouvernement), rue Lagachetière, à Montréal, les inscriptions ne manquent point. Il y en a plusieurs imprimées en gros caractères sur les murs. C'est excellent. On sait ainsi de quel côté aller, où s'adresser, etc. Mais pourquoi diantre sont-elles toutes en anglais? *Sleeping, dining and parlor car dept.* — *Men's waiting room.* — *Parcel and baggage room.* — *Smoking room.* — *Train arrival Bulletin.* — *To trains.* — *To offices.* — *In* — *Out.*

Une pancarte récemment affichée, indiquant les heures de quelques trains et écrite à la main, est la seule inscription française. Et cependant les voyageurs de notre langue sont nombreux sur cette ligne. L'autre jour, le train qui nous menait de Cartierville à Montréal ne contenait que des Canadiens français. Est-ce là pratiquer l'égalité des deux langues reconnue par la loi?

Circulaires et envois postaux

Grâce à de nouvelles et énergiques représentations le ministère des Postes paraît vouloir s'améliorer. Il vient d'adresser aux différentes revues des circulaires. Celles que nous avons reçues sont doubles : une feuille française et une feuille anglaise. Louable effort dont nous prenons bonne note. Il appelle cependant une réserve. Nous n'avons pas d'objection à ce bilinguisme pourvu qu'il soit également appliqué dans les autres provinces. Or nous doutons fort que le *Free Press* ou l'*Orange Sentinel* aient été favorisés, avec le texte anglais, d'un texte français. Pourquoi encore un coup cette différence de traitement?

On ne nous accusera pas de partisanerie si nous ajoutons que même notre gouvernement provincial n'est pas exempt de fautes sous ce rapport. Les chèques de son trésorier ont déjà été signalés. Nous en avons vu quelques-uns dernièrement. Ils étaient complètement en anglais. On nous montrait en même temps plusieurs envois de l'Annuaire statistique. Ils portaient à côté de l'adresse du destinataire, ces mots imprimés en gros caractères : *Statistical Year Book*. Fait grave : cet annuaire est expédié non par la Trésorerie mais par le Secrétariat provincial.

Pour nos banques

On voit qu'il faut lutter, lutter encore, lutter toujours. Quelques-uns heureusement le comprennent et ne reculent point devant les interventions nécessaires. Je veux relever le geste d'un excellent patriote de *Clarke City*, sur la

Côte Nord. Une librairie française d'Avignon lui avait envoyé une traite par l'intermédiaire d'une banque anglaise. Il se hâta de la retourner, puis écrivit cette lettre au libraire :

« Je viens de retourner une traite libellée en anglais. Cette traite était présentée par une banque anglaise. Je l'aurais certainement acceptée si elle était venue d'une banque canadienne-française : Hochelaga, Provinciale ou Nationale. Cette dernière a une succursale à Paris, 14 rue Auber, et se fait une spécialité de ces sortes de transactions. Les Français devraient passer par ces banques quand ils font affaire avec des personnes françaises, surtout lorsque ces personnes demeurent dans la province de Québec. La banque Royale de Québec va me renvoyer ma traite rédigée en français, comme je le lui ai demandé, et j'en profiterai pour lui rappeler que la langue française doit être respectée non seulement dans cette province mais par tout le Canada. Que les Français de France nous aident ! Nous luttons pour eux et pour nous ! »

Le bonhomme Noël

Je trouve aussi dans mon courrier une lettre circulaire invitant les Chevaliers de Colomb à envoyer leurs enfants fêter le bonhomme Noël dans les salles du Conseil Lafontaine. Ce sera, y lit-on, « une fête essentiellement canadienne-française dont le but principal est de récréer les petits sans doute, mais qui s'applique aussi à faire renaitre, avec force et vigueur, une tradition essentiellement canadienne-française, en substituant au vieux boche *Santa Claus* la belle figure enneigée du Bonhomme Noël. »

Si, comme le notait Mgr Latulippe dans notre dernière livraison, la vraie tradition canadienne-française, celle à laquelle il faut avant tout tenir, c'est la venue de l'Enfant Jésus au foyer, les mains chargées de bienfaits, il n'en reste pas moins vrai que l'initiative du Conseil Lafontaine marque un progrès dans nos mœurs. Je ne forme qu'un souhait : que le bonhomme Noël ne ressemble pas comme un frère — ainsi qu'il arrive souvent — au grotesque *Santa Claus*. Le changement de nom serait peu de chose, s'il n'entraînait un changement de physionomie, si on ne reconnaissait dans le populaire bonhomme un personnage céleste envoyé, comme le veut la tradition, par l'Enfant Jésus pour récompenser les enfants sages.

Pierre HOMIER

29 novembre 1920.

“EN MOCASSINS”

Le livre qu'a publié sous ce joli titre M. l'abbé Arthur Guindon, p.s.s., instruit et plaît.

L'auteur y étudie l'âme des premiers habitants de l'Amérique du Nord. Deux races se partagent ce vaste continent à l'arrivée des Visages-Pâles : la race Huronne-Iroquoise et la race Algonquine. La première est fière, énergique, cruelle par entraînement, par politique et par religion. Elle est sédentaire, s'adonne aux arts et est admirablement organisée. Nos démocraties actuelles trouveraient profit à étudier le fonctionnement des Conseils de ces barbares. La race Huronne-Iroquoise est intelligente et forte. La conception d'une vaste confédération qui groupera toutes les tribus nomades du continent, le démontre suffisamment. Et les Hurons-Iroquois mirent à l'exécution de ce plan toute leur âme farouche, tenace. Fêtes publiques, éloquence, guerres concourent à ce grandiose projet. M. l'abbé Guindon ne nous donne-t-il pas ici la clef du mystère des massacres sans nombre qui ont teint de sang les premières pages de l'histoire de la Nouvelle-France ?

Mais autant la race Huronne-Iroquoise est énergique, intelligente, tenace, et cruelle, autant la race Algonquine est molle, insouciant, superstitieuse et impuissante à s'organiser. L'Algonquin mène une vie nomade. Il va où le poussent les migrations des bêtes à plume ou à poil qui font sa nourriture et son commerce. Il excelle dans les industries domestiques et dans la traite avec les *Blancs*. Les guerres qu'il dut subir l'ont rendu cruel. Le contact avec les Européens l'a tué moralement et physiquement. Il est sensible aux beautés de la nature et son imagination

vive a créé des légendes où l'originalité le dispute au merveilleux et à la poésie.

L'Algonquin : c'est l'être où le cœur domine; l'Iroquois c'est l'être où la raison l'emporte. Tous deux sont les amis intimes de M. l'abbé Guindon. Chaussé de mocassins, il s'est assis à leurs Conseils; il a pris part à leurs excursions de chasse ou de pêche. Psychologue sûr, sinon profond et original, il a pénétré l'âme indienne, et il a mis en relief ses traits caractéristiques : il nous instruit, en vulgarisant les abondants travaux de savants Américanistes.

Il nous plaît, surtout dans la seconde partie de son ouvrage. Il faut lire ses essais, en prose et en vers, sur les mythologies indiennes. Ce sont les pages les plus originales du livre. M. Guindon les a écrites avec son cœur. Et je crois même qu'il les a vécues et chantées, en mocassins, quelque part sur les bords des lacs Windigo, des Deux-Montagnes ou Abitibi.

L'auteur a de l'imagination qui lui fournit de belles conceptions, des images en abondance, des tableaux vrais. Qu'on s'arrête un instant devant quelques-unes des illustrations, compositions de M. Guindon lui-même, qui enrichissent le volume : on y trouvera de la poésie, du grandiose, du pittoresque, de la vie. Qu'on relise ces strophes sur le Windigo :

*Je suis le Windigo, ne crains ni dieux ni diables,
Et marche par les bois, la tête dans les cieux.
J'ai mauvais œil; mon souffle effarouche les sables;
Ma main distraite arrache, en passant, des érables;
Et je traîne le vent que fouettent mes cheveux.*

.....

M. l'abbé Guindon sait rendre aussi les sentiments délicats et tendres; il sait peindre les choses vaporeuses ou éblouissantes. Je cite la chanson de la Mouche-à-feu, dont le fond est emprunté à une ronde sauvage :

*Fraîche est l'herbette
Près du lac bleu;
La danse est prête :
Viens, mouche-à-feu.*

*L'aîle embrasée,
Fuit le soleil;
Sur la rosée
Vient le sommeil.*

*Ouvre ton aîle
Qu'on ne voit pas;
Blanche étincelle,
Conduis nos pas.*

*La nue est sombre,
Tranquille est l'eau,
Vole dans l'ombre.
Petit flambeau.*

*L'étoile brille
Sur ton corset,
Légère fille
Du feu-follet.*

*De tige en tige,
Voyage, luis
Danse et voltige,
Flamme des nuits.*

L'auteur aime la nature canadienne, et dans la nature, les paysages pittoresques. Il s'est fait une âme indienne. Il voit des manitous dans les pinières et dans les grottes. Rien de surprenant si ses descriptions sont tourmentées, vaporeuses, mélancoliques, ses lacs, toujours en tempête, ses rochers et ses montagnes, farouches et hantés. A tant cousinier l'âme indienne il aime les longs récits des soirs d'orage au coin du feu des wigwams.

M. l'abbé Guindon écrit une langue généralement correcte, très vivante, trop abondante. Il annonce un autre volume, en vers, intitulé : *Aux temps héroïques*. « En mocassins », n'est donc qu'un premier essai.

Émile DUBOIS, *ptre*

Séminaire de Sainte-Thérèse.

LES LIVRES

Chez nos frères les Acadiens, par l'abbé Émile Dubois—*Bibliothèque de l'Action française*, 75 sous.

Aux vacances de 1918, M. Dubois a su utiliser ses loisirs de professeur par un pèlerinage historique au pays d'Évangéline : ce qui nous a valu l'élégant volume que nous avons entre les mains. Le voyageur a visité tous les lieux illustrés par les armes françaises et acadiennes et tous les groupements qui ont survécu ou se sont reformés, après les événements tragiques du XVIII^e siècle. Il se dégage de son récit une grande leçon d'énergie et d'espérance, et les pages intitulées : *la Revanche*, comptent parmi les mieux venues du volume.

— L'auteur a voulu tempérer l'austérité d'une histoire révoltante, par des descriptions, des études de mœurs, des remarques philologiques : il a bien fait. Ce souci de l'art l'a heureusement servi, car la prise de Port-Royal et l'ignoble embarquement de Grand-Pré, par exemple, prennent un relief nouveau, par leur voisinage avec une description gracieuse et très littéraire des lieux où ils se sont passés.

— L'histoire de l'Acadie française est une sorte de mystère, angoissant comme l'existence du mal dans le monde, et dont l'explication remonte à des causes très lointaines que nous ne comprenons pas toutes. L'effroyable destinée de ces familles a l'air d'un châtiment : elle n'en est pas un cependant, puisque l'histoire témoigne des exceptionnelles qualités morales et chrétiennes de ce peuple. L'Acadie a-t-elle été la victime pure, choisie pour le sacrifice, gage de la survivance française en Amérique ? Est-ce elle qui a mérité aux Latins de vivre chez eux sur ce continent nouveau ? On peut le croire.

— Et si cela est, quelle admiration et quelle reconnaissance ne devons-nous pas à nos frères Acadiens ! Sans doute, notre histoire et la leur, ne sont pas la même, — ainsi que le précise l'abbé Lacroix dans sa préface, — mais si nos deux rameaux ont poussé côte à côte sans se mêler, le tronc français dont nous sortons est unique, et dans l'avenir nous sommes certainement solidaires.

— Ce livre d'une lecture rapide et instructive, fera beaucoup pour rapprocher comme il convient nos deux familles parentes.

LOUIS DELIGNY.

LA VIE DE L'ACTION FRANÇAISE

Il nous reste, en ce numéro, une petite page pour condenser bien des choses.

Nous adressons, dans notre mot d'ordre, un pressant appel à tous nos amis. Nous voudrions obtenir que l'*Action française* fut lue par nos compatriotes pour le moins autant que certains magazines américains. Déjà de précieux encouragements nous parviennent. La jeunesse des collèges se propose d'utiliser ses vacances du jour de l'an à battre les villes et les campagnes pour recruter des abonnements. On s'y est mis avec enthousiasme au collège Sainte-Marie, au collège de Montréal, au séminaire de Saint-Hyacinthe, au séminaire de Sherbrooke. On fera de même à l'Université d'Ottawa où 18 élèves viennent de nous envoyer leur abonnement. Chaque courrier nous apporte de nouvelles adhésions. Que nos amis en prennent note : il y a un peu partout, une foule de braves gens qui n'attendent que d'être sollicités pour s'abonner à une revue de direction et de défense nationale comme l'*Action française*. Que nos lecteurs actuels commencent eux-mêmes par solder leur abonnement qui doit être renouvelé, sans faute, avec le numéro de décembre.

Nos directeurs dirigent eux-mêmes, à l'heure actuelle, toute la campagne d'abonnement. Quelques-uns d'entre eux ont fait davantage. Ils ont commencé une campagne de propagande par la conférence que nous développerons au cours de l'hiver. Le Dr Gauvreau parlait récemment d'action française à Saint-Édouard, à la Pointe Saint-Charles, et à la Salle de l'École Sainte-Madeleine du Sault-Récollet. M. l'abbé Groulx parlait de son côté, de la même œuvre, au collège Sainte-Marie et au cercle littéraire Jeanne d'Arc de la paroisse Sainte-Catherine de Montréal.

Jacques BRASSIER.

TABLE DES MATIÈRES

(année 1920)

JANVIER—

Comment servir — <i>L'agriculture</i> , (Jos.-E. Caron, ministre de l'agriculture)	3
<i>Philippe Landry</i> , (R. P. Théophile Hudon, s.J.)	8
<i>La Conférence sur l'éducation</i> , (R. P. Adélard Dugré, J.)	19
<i>Notre hommage au Devoir</i> , (abbé Lionel Groulx)	28
<i>A travers la vie courante</i> , (Pierre Homier)	34
<i>Journaux, livres et revues</i> — Les « Silhouettes paroissiales » du P. Louis Lalande, s.J., (Alphonse de Grandpré, C.S.V.)	38
<i>La Vie de l'Action française</i> , (Jean Beauchemin)	43
<i>Partie documentaire</i> — L'oraison funèbre de M. Landry par Mgr Latulipe	44

FÉVRIER—

Comment servir — <i>L'instituteur</i> , (C.-J. Magnan)	49
<i>Patriotisme et affaires</i> , (François Vézina)	57
<i>Le Syndicat catholique et national</i> — Ses avantages — (abbé Edmond Lacroix)	64
<i>Chronique d'Art</i> , (abbé Olivier Maurault, p.s.s.)	71
<i>A travers la vie courante</i> , (Pierre Homier)	79
<i>La vie de l'Action française</i> , (Jean Beauchemin)	83
<i>Tribune de nos lecteurs</i> — Une soirée d'action française	85
<i>La Ligue des Droits du français</i> — Rapport annuel (Anatole Vanier)	88
<i>Partie documentaire</i> — The language question, par Mgr McNeil	92

MARS—

Comment servir — <i>Les professions libérales</i> , (Antonio Perrault)	97
<i>Notre université</i> , (Amédée Monet)	112
<i>Simple mise au point</i> (La Rédaction)	117
<i>Blanche d'Haberville</i> , (Joyberte Soulanges)	121
<i>Chronique littéraire</i> — Le régionalisme et l'Action française — (François Hertel)	124
<i>A travers la vie courante</i> , (Pierre Homier)	141
<i>La vie de l'Action française</i> , (Jean Beauchemin)	144

AVRIL—

Comment servir — <i>L'Artiste</i> , (Arthur Laurendeau)	145
<i>Marguerite Bourgeoys</i> , (abbé Lionel Groulx)	158
<i>Un appel de l'Action française</i>	167
<i>La fête de Dollard</i> , (<i>L'Action française</i>)	168
<i>La langue du commerce</i> , (R. P. Adélard Dugré, s.J.)	170
<i>Concours d'Art dramatique</i>	178

<i>A travers la vie courante</i> , (Pierre Homier)	180
<i>Canada et Québec</i> , (Père C.-A.-M. Paradis)	182
<i>Journaux, livres et revues</i> — Soyons mieux ce que nous sommes (Aimé Dion) ...	186
<i>Tribune de nos lecteurs</i> — Le miracle canadien	188
<i>La vie de l'Action française</i> , (J. B.)	190
<i>Partie documentaire</i> — Le traité bulgare et la protection des minorités	190

MAI—

<i>Comment servir</i> — <i>Les Voyageurs de Commerce</i> , (J.-A. Bernier)	193
<i>Propos du 24 juin</i> , (Joseph Gauvreau)	207
<i>Bilinguisme à l'école primaire</i> , (abbé Philippe Perrier)	215
<i>Le « Cours d'histoire du Canada » de M. Chapais</i> , (abbé Émile Dubois)	225
<i>A travers la vie courante</i> (Pierre Homier)	235
<i>La vie de l'Action française</i> , (Jean Beauchemin)	238

JUIN—

<i>Comment servir</i> — <i>L'ouvrier</i> , (Alfred Charpentier)	241
<i>Après cinquante ans</i> (Mgr Arthur Béliveau)	254
<i>Le rôle du Gouvernement provisoire</i> — A propos du cinquantième de l'entrée des Terres de Rupert et du Nord-Ouest dans la Confédération canadienne, (Noël Bernier)	266
<i>Américanisation et Action française</i> (abbé Georges Duplessis)	274
<i>Chronique d'Art</i> , (Louis Deligny)	282
<i>A travers la vie courante</i> , (Pierre Homier)	286

JUILLET—

<i>Comment servir</i> — <i>Les mères</i> , (Fadette)	289
<i>Lendemain de conquête</i> , (Antonio Perrault)	304
<i>« Canada »</i> — Origine et étymologie de ce mot, (Père C.-A.-M. Paradis)	317
<i>A travers la vie courante</i> (Pierre Homier)	322
<i>Chronique de la Saskatchewan</i> (Un Sauvage)	325
<i>Journaux, livres et revues</i> — L'Œuvre des tracts	329
<i>La vie de l'Action française</i> , (Interim)	331
<i>Partie documentaire</i> — La publication et la traduction des discours prononcés en français	333

AOÛT—

<i>Comment servir</i> — <i>L'étudiant</i> (Léo-Paul Desrosiers)	337
<i>Le sens de la dignité humaine</i> (Anatole Vanier)	348
<i>« Canada »</i> (Père C.-A.-M. Paradis), suite de juillet	357
<i>Aux premières qui vinrent de France</i> (Joyberte Soulanges)	368
<i>A travers la vie courante</i> , (Pierre Homier)	373
<i>Journaux, livres et revues</i> — Les Jésuites du Canada au XIXième siècle, du Père Lecompte, (E. Fabre-Surveyer)	376
— « Au Service de la tradition française, d'Édouard Montpetit, (Fernand Rinfret)	
<i>Partie documentaire</i> — Justice Lennox and the French people	381

SEPTEMBRE—

Comment servir — <i>Le député</i> , (Thomas Vien).....	385
<i>Hommage à Mgr Chiasson</i> (abbé Philippe Perrier).....	394
<i>Si la Confédération disparaissait</i> ... (Émile Bruchési).....	396
<i>Chronique littéraire</i> — L'école québécoise, (François Hertel).....	410
<i>Notre revue, nos conférences</i>	424
<i>A travers la vie courante</i> , (Pierre Homier).....	426
<i>La vie de l'Action française</i> , (Jean Beauchemin).....	428
<i>Partie documentaire</i> — Les commissaires d'écoles franco-canadiens de la Saskatchewan.....	430

OCTOBRE—

<i>A nos lecteurs</i> (La Rédaction).....	433
Comment servir — <i>Le publiciste</i> , (Jules Dorion).....	435
<i>Notre littérature</i> , (Henri d'Arles).....	440
<i>A Lourdes de Rigaud</i> , (Joyberte Soulanges).....	448
<i>Situation des nôtres dans l'Alberta</i> , (Jean Lebrun).....	452
<i>Pour la fête de Dollard</i> (abbé Lionel Groulx).....	460
<i>Méditation</i> (Antonio Perrault).....	463
<i>Mise au point</i> (La Rédaction).....	465
« <i>Canada</i> », (Père C.-A.-M. Paradis), suite d'août.....	468
<i>A travers la vie courante</i> , (Pierre Homier).....	473
<i>La vie de l'Action française</i> (Jacques Brassier).....	475
<i>Partie documentaire</i> — Mémoire de l'Action française au Conseil de l'Instruction publique.....	477

NOVEMBRE—

<i>Mot d'ordre</i> — Une maison canadienne à Paris, (<i>L'Action française</i>).....	481
<i>M. Alphonse Desjardins</i> ,.....	482
Comment servir — <i>L'homme d'affaires</i> , (Joseph Versailles).....	483
<i>Nos traditions</i> , (S. G. Mgr Latulipe).....	492
<i>Le Programme de l'école primaire</i> , (Mgr David Gosselin).....	499
<i>Œuvres sociales de femmes</i> — L'enseignement et la propagande, (Marie-J. Gérin-Lajoie).....	502
<i>Pour la langue française</i> , (R. P. Théophile Hudon, s.j.).....	509
<i>Veillons sur notre histoire</i> , (abbé Lionel Groulx).....	515
<i>A travers la vie courante</i> , (Pierre Homier).....	521
<i>La vie de l'Action française</i> , (Jacques Brassier).....	524
<i>Tribune de nos lecteurs</i> (G. Pascal).....	527

DÉCEMBRE—

<i>Mot d'ordre</i>	529
Comment servir — <i>Le prêtre</i> , (Mgr L.-A. Pâquet).....	530
<i>Chronique d'Art</i> , (Louis Deligny).....	542
<i>Au Mexique et chez nous</i> , (Émile Bruchési).....	546
<i>Est-ce bien le temps</i> , (Louis D. Durand).....	553
<i>Le problème économique</i> , (abbé Lionel Groulx).....	558
<i>A travers la vie courante</i> , (Pierre Homier).....	566
« <i>En Mocassins</i> », (abbé Émile Dubois).....	569
<i>Chez nos frères les Acadiens</i> , (Louis Deligny).....	572